

Arrêt

n° 257 499 du 30 juin 2021
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : chez Me J. HARDY, avocat,
Rue de la Draisine 2,
1348 LOUVAIN LA NEUVE,

Contre :

l'Etat belge, représenté par le secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de
la Simplification administrative, et désormais le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la
Migration

LE PRESIDENT F.F. DE LA III^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 18 juillet 2018 par X, de nationalité albanaise, tendant à la suspension et l'annulation de « *la décision de refus de séjour assortie d'un ordre de quitter le territoire prise le 23 avril 2018 par la partie défenderesse et notifiée à la requérante le 20 juin 2018* ».

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 1^{er} juin 2021 convoquant les parties à comparaître le 22 juin 2021.

Entendu, en son rapport, P. HARMEL, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me H. VAN NIJVERSEEL *loco* Me J. HARDY, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me S. ARKOULIS *loco* Me F. MOTULSKY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Le 23 juin 2017, la requérante serait arrivée sur le territoire belge avec un visa valable pour un séjour de trois mois. Elle s'est vue reconnaître le statut de mineur étranger non accompagné et elle s'est vue désigner un tuteur le 23 octobre 2017.

1.2. Il lui a donc été délivré une attestation d'immatriculation valable jusqu'au 8 décembre 2017.

1.3. Le 7 décembre 2017, elle a introduit une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980.

1.4. Le 23 avril 2018, la partie défenderesse a pris une décision d'irrecevabilité de la demande d'autorisation de séjour introduite sur la base de l'article 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980, notifiée à la requérante le 20 juin 2018.

Cette décision, qui constitue le premier acte attaqué, est motivée comme suit :

« [...] »

Je vous informe que la requête est **irrecevable**.

MOTIFS : Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle.

L'intéressée indique être arrivée en Belgique légalement et se trouver dans une situation légale lors de l'introduction de la présente requête. Rappelons que l'intéressée est arrivée le 23.06.2017 munie d'un passeport valable dans le cadre des personnes autorisées au séjour maximum 3 mois. Il lui a été reconnu le statut de mineur étranger non accompagné. Le SPF justice Service Tutelle désigne un tuteur en date du 23.10.2017. Une attestation d'immatriculation lui a été délivrée le 04/12/2017 et était valable jusqu'au 08.12.2017. Or, l'intéressée n'a pas cherché, à sa majorité, à obtenir une autorisation de séjour de longue durée autrement que par la demande introduite sur base de l'article 9 bis. Il s'ensuit qu'il s'est mis lui-même et en connaissance de cause dans une situation illégale et précaire et est resté délibérément dans cette situation, de sorte qu'il est à l'origine du préjudice qu'il invoque (C.E. - Arrêt du 09-06-2004, n° 132.221).

L'intéressée invoque, à titre de circonstance exceptionnelle, l'absence de membres de sa famille susceptibles de l'accueillir même temporairement et de prendre soin d'elle en Albanie. Elle indique ne pas connaître sa mère (a abandonné la requérante à la naissance), sa famille maternelle et que son père est décédé. Elle affirme également que ses grands-parents qui l'ont en partie élevé sont également décédés et que sa belle-mère refuse de l'accueillir. De plus, l'intéressée indique que sa famille paternelle vit en Belgique et que seul le plus jeune frère de son père réside en Albanie. En cas de retour en Albanie, elle serait, selon ses dires, livrée à elle-même et serait une proie facile compte tenu de son très jeune âge et de sa grande fragilité (situation liée au décès soudain de son père) pour les réseaux de prostitution et autre qui sévissent dans le pays. Une décision de refus de séjour aurait, selon encore ses dires, pour conséquence de l'exposer à un risque de traitement inhumain et dégradant contraire à l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme. Pour étayer ses dires, elle produit le témoignage de sa tante Mme [L. M.] et les certificats de décès de ses grands-parents et de son père. Notons tout d'abord que l'attestation de témoignage de sa tante ne peut être pris en considération étant donné son caractère subjectif. Par ailleurs, elle ne produit aucun élément indiquant qu'elle ne pourrait raisonnablement se prendre en charge temporairement ou qu'elle ne pourrait se faire aider et/ou héberger par des amis ou encore obtenir de l'aide au niveau du pays (association ou autre). Or, rappelons qu'il incombe au requérant d'étayer son argumentation (C.E. du 13 juil.2001 n° 97.866). Rappelons que le retour n'est que temporaire le temps de lever les autorisations de séjour. Enfin, l'article 3 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ne saurait être violé dès lors que l'intéressée n'apporte aucune preuve personnelle qu'elle pourrait réellement, et au-delà de tout doute raisonnable encourir, en cas de retour dans son pays d'origine ou de résidence à l'étranger, un traitement prohibé par cette disposition. L'article 3 requiert en effet que l'intéressée prouve la réalité du risque invoqué par des motifs sérieux et avérés. Les allégations avancées par celle-ci doivent être étayées par un commencement de preuve convaincant (CCE, arrêt 35.926 du 15.12.2009).

L'intéressée invoque également, à titre de circonstance exceptionnelle, la présence sur le territoire de ses tantes, de ses cousins. Elle indique vivre avec sa tante Mme [L. M.] et son mari qui s'occupe d'elle et subvient à ses besoins. Ils désirent l'accueillir définitivement et de l'élever comme leur propre fille et indique avoir les revenus stables, réguliers, suffisants. Elle indique que sa tante et son mari ne sont pas en mesure de l'accompagner. Elle invoque le respect de sa vie privée et familiale tel qu'édicte par l'article 2 du protocole n°1 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme. Notons, tout d'abord, que l'intéressée n'explique pas pourquoi une telle séparation, qui n'est que temporaire, pourrait être difficile. Ajoutons que la loi n'interdit pas de courts séjours en Belgique durant l'instruction de la demande (C.E., 22 août 2001, n° 98.462). Par ailleurs, l'existence d'une famille en Belgique ne dispense pas de l'obligation d'introduire sa demande de séjour dans son pays d'origine et ne saurait empêcher la requérante de retourner dans son pays pour le faire (Conseil d'Etat - Arrêt n° 120.020 du 27 mai 2003). Par ailleurs, « Le droit au respect de la vie privée et familial consacré par l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme peut être expressément circonscrit par les Etats contractants dans les limites fixes par l'alinéa 2 dudit article. La loi du 15 décembre 1980 étant une loi de police qui correspond aux prévisions de cet alinéa, il s'ensuit que son application n'emporte pas en soi une violation de l'article 8 de la Convention précitée. Le principe étant que les Etats, ayant signé et approuvé cette Convention, conservent le droit de contrôler l'entrée, le séjour et l'éloignement des étrangers, et que ces Etats sont ainsi habilités à fixer des conditions à cet effet. » CCE, arrêt n° 28.275 du 29.05.2009. En imposant aux étrangers, dont le séjour est devenu illégal de leur propre fait, de retourner dans leur pays d'origine pour y demander, auprès du poste diplomatique compétent, l'autorisation requise pour être admis sur le territoire belge, le législateur entend éviter que ces étrangers puissent retirer un avantage de l'illégalité de leur situation et que la clandestinité soit

récompensée. Rien ne permet de soutenir que cette obligation serait disproportionnée par rapport à l'ingérence qu'elle pourrait constituer dans la vie privée et familiale du requérant, et qui trouve d'ailleurs son origine dans son propre comportement. » **CCE, arrêt n° 33.734 du 04.11.2009.**

L'intéressée invoque aussi sa volonté de poursuivre sa scolarité en Belgique. Elle est inscrite dans l'établissement [t.V.] de Vilvorde où elle poursuit sa scolarité dans la classe [O.] (cfr attestation d'inscription pour l'année académique 2017-2018). Or, cet élément ne saurait constituer une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour temporaire au pays d'origine. En effet, aucun élément n'est apporté au dossier qui démontrerait qu'une scolarité ne pourrait être temporairement poursuivie au pays où les autorisations de séjour sont à lever, la requérante n'exposant pas que sa scolarité nécessiterait un enseignement spécialisé ou des infrastructures spécifiques qui n'existeraient pas sur place.

En conclusion, l'intéressée ne nous avance aucun argument probant justifiant la difficulté ou l'impossibilité d'introduire sa demande dans son pays d'origine auprès de notre représentation diplomatique. Sa demande est donc irrecevable.

Néanmoins, il lui est toujours loisible de faire une éventuelle nouvelle demande dans son pays d'origine ou de résidence sur la base de l'article 9§2 auprès de notre représentation diplomatique.

[...] ».

Le 24 avril 2018, la partie défenderesse a pris un ordre de quitter le territoire, lequel constitue le second acte attaqué qui est motivé comme suit :

« [...] »

MOTIF DE LA DECISION :

L'ordre de quitter le territoire est délivré en application de l'article (des articles) suivant(s) de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants :

En vertu de l'article 7, alinéa 1er, 2° de la loi du 15 décembre 1980, en tant qu'étranger non soumis à l'obligation de visa, il demeure dans le Royaume au-delà de la durée maximale de 90 jours sur toute période de 180 jours prévue à l'article 20 de la Convention d'application de l'accord de Schengen :

L'intéressée est arrivée le 23.06.2017. Elle était autorisée au séjour maximum 3 mois. Elle a donc dépassé le délai autorisé

Une attestation d'immatriculation a été délivrée le 23.06.2017 et était valable jusqu'au 08.12.2017.

[...] ».

2. Exposé des moyens d'annulation.

2.1.1. La requérante prend un premier moyen de « de l'excès de pouvoir, de la violation des articles 9bis et 62 de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, ainsi que des articles 1 à 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs, des principes généraux de bonne administration, notamment du principe de particulière minutie qui commande à l'autorité de préparer toute décision faisant grief avec soin et en tenant compte de tous les éléments de la cause dont elle a ou aurait dû avoir connaissance, de l'erreur manifeste d'appréciation et du principe de proportionnalité ».

2.1.2. Dans une première branche, elle estime que la partie défenderesse aurait dû avoir égard à sa situation de vulnérabilité « incontestable » étant donné son jeune âge, son isolement, son statut d'orpheline et de jeune femme seule.

D'autre part, elle considère que la partie défenderesse aurait dû tenir compte de l'absence d'une représentation diplomatique belge en Albanie.

2.1.3. Dans une deuxième branche, elle fait grief à la partie défenderesse d'avoir constaté qu'elle était à l'origine de sa situation. Elle ajoute que les motifs de l'acte attaqué ne tiennent pas compte de sa situation spécifique mais constitue une motivation stéréotypée. A cet égard, elle estime que l'emploi fréquent du masculin à la place du féminin dans le corps de l'acte attaqué serait révélateur.

2.1.4. Dans une troisième branche, elle prétend que la partie défenderesse aurait écarté la déclaration de sa tante sans justification valable.

2.1.5. Dans une quatrième branche, elle estime que l'ordre de quitter le territoire, second acte attaqué, ne démontre pas une prise en considération de sa situation spécifique.

2.2.1. Elle prend un second moyen de « *la violation de l'article 8§2 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales* ».

2.2.2. Après des considérations générales sur cette disposition, elle estime que l'acte attaqué ne revêt pas une motivation précise qui démontrerait que la partie défenderesse a eu le souci de ménager un juste équilibre entre le but visé et la gravité de l'atteinte portée à son droit à une vie privée et familiale.

3. Examen des moyens.

3.1. En ce qui concerne le premier moyen, selon les articles 9 et 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980, la demande d'autorisation de séjour doit être introduite auprès d'un poste diplomatique ou consulaire belge dans le pays d'origine ou dans le pays où l'étranger est autorisé au séjour, sauf si des circonstances exceptionnelles font obstacle à cette procédure.

Ces circonstances exceptionnelles, qui ne sont pas définies légalement, ne sont pas des circonstances de force majeure. Partant, il appartient à l'autorité d'apprécier, dans chaque cas d'espèce, le caractère exceptionnel des circonstances alléguées par l'étranger, étant entendu que l'examen de la demande sous deux aspects, celui de la recevabilité et celui du fond, n'exclut nullement qu'un même fait soit à la fois une circonstance exceptionnelle permettant l'introduction de la demande en Belgique et un motif justifiant l'octroi de l'autorisation de séjour.

Si le Ministre ou son délégué, dans l'examen des circonstances exceptionnelles, dispose d'un très large pouvoir d'appréciation auquel le conseil ne peut se substituer, il n'en est pas moins tenu de motiver sa décision et de la justifier en tenant compte de tous les éléments propres au cas qui lui est soumis. Cette obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

Le Conseil est compétent pour exercer un contrôle de la légalité de la décision administrative attaquée et il ne lui appartient nullement de se prononcer sur l'opportunité de décisions qui relèvent du pouvoir discrétionnaire du Ministre compétent. Par ailleurs, le contrôle de légalité que le Conseil exerce doit se limiter à vérifier si l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle n'a pas donné des dits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui procède d'une erreur manifeste d'appréciation.

3.2. En l'espèce, il ressort de la motivation du premier acte attaqué que la partie défenderesse a répondu aux éléments invoqués par la requérante dans la demande d'autorisation de séjour, à savoir sa vulnérabilité liée à son jeune âge, sa fragilité, son statut d'orpheline et son isolement, la présence des seuls membres survivants de sa famille en Belgique et sa volonté de poursuivre des études sur le territoire, et a suffisamment et adéquatement exposé les motifs pour lesquels elle estimait que les éléments invoqués ne constituaient pas une circonstance exceptionnelle au sens de la disposition légale précitée, c'est-à-dire une circonstance rendant difficile ou impossible un retour au pays d'origine pour y lever l'autorisation de séjour par la voie normale.

3.3.1. Concernant plus particulièrement la première branche, il ressort clairement du deuxième paragraphe de l'acte attaqué que la vulnérabilité alléguée par la requérante a bien été prise en compte par la partie défenderesse et cela dans ses différents aspects (jeune âge, isolement, statut d'orpheline et fragilité). A cet égard, la partie défenderesse a considéré, dans le cadre de son pouvoir discrétionnaire, que ces éléments ne peuvent suffire à justifier la régularisation de sa situation administrative, motivation qui n'est pas utilement contestée par la requérante, qui se borne à prendre le contre-pied de l'acte attaqué et tente d'amener le Conseil à substituer sa propre appréciation des éléments de la cause à celle de la partie défenderesse, sans toutefois démontrer une erreur manifeste d'appréciation dans le chef de la partie défenderesse à cet égard.

D'autre part, l'existence des réseaux mafieux sévissant au pays d'origine n'est nullement étayée ni dans la demande d'autorisation de séjour ni en termes de requête. La requérante s'y réfère de façon extrêmement générale sans établir qu'elle ne pourrait compter sur la protection de ses autorités. Quoi qu'il en soit, la partie défenderesse a examiné cette crainte au regard de l'article 3 CEDH et, *in fine* du deuxième paragraphe de l'acte attaqué, et a précisé les raisons de ne pas considérer cet élément comme une circonstance exceptionnelle et cela, sans que la requérante ne conteste valablement ces constats.

En ce que la requérante allègue l'absence d'une antenne diplomatique au pays d'origine, la légalité de l'acte attaqué doit s'apprécier en fonction des éléments que la requérante a fait valoir à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour introduite sur la base de l'article 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980 ou dans les compléments de celle-ci. En l'espèce, cet élément n'a jamais été soumis à l'appréciation de l'administration en telle sorte qu'il ne peut être reproché à cette dernière de ne pas l'avoir pris en compte.

3.3.2. En ce qui concerne la deuxième branche du moyen, en ce que la requérante entend remettre en cause les constats posés dans le cadre du premier paragraphe de l'acte attaqué, bien que l'illégalité du séjour ne constitue pas en soi un obstacle à l'introduction d'une demande de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980, rien n'empêche la partie défenderesse de faire d'emblée le constat, du reste établi en fait, que la requérante s'est mise elle-même dans une telle situation en sorte qu'elle est à l'origine du préjudice qu'elle invoque en cas d'éloignement du territoire, pour autant toutefois qu'elle réponde par ailleurs, de façon adéquate et suffisante, aux principaux éléments soulevés dans la demande d'autorisation de séjour, ce qui est le cas en l'espèce. L'argument soulevé est dès lors inopérant.

Quant au fait que l'acte attaqué ne tiendrait pas suffisamment compte des spécificités de la situation de la requérante, il est renvoyé *supra* à ce qui a été précisé au point 3.3.1. du présent arrêt. Par ailleurs, la requérante n'explique pas en quoi le caractère stéréotypé de la motivation allégué par elle rendrait celle-ci insuffisante ou inadéquate.

Enfin, en ce qui concerne l'usage indu du masculin plutôt que du féminin, une telle erreur matérielle n'est pas de nature à établir le caractère stéréotypé de la décision dans la mesure où la requérante ne démontre pas que les éléments de l'acte attaqué ne la concerneraient pas et qu'elle n'est pas le destinataire de l'acte entrepris.

3.3.3. En ce qui concerne la troisième branche, la requérante n'a pas intérêt à cet aspect de son moyen tel qu'il est formulé en ce qu'elle ne démontre pas en quoi la non prise en compte de l'attestation délivrée par sa tante lui aurait causé grief. En effet, cette attestation vise essentiellement à rendre compte de la situation familiale de la requérante, soit des éléments qui n'ont pas été contestés par la partie défenderesse et qui ont d'ailleurs été rencontrés à suffisance par la motivation de l'acte attaqué

3.3.4. En ce qui concerne la quatrième branche, la requérante ne conteste aucunement les motifs de l'ordre de quitter le territoire qui lui a été délivré, lequel constitue manifestement l'accessoire de la décision d'irrecevabilité de sa demande d'autorisation de séjour. Or, les griefs que la requérante entend faire valoir à l'égard du second acte attaqué sont les conséquences de son incapacité à satisfaire au prescrit légal de l'article 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980 – la requérante étant restée en défaut d'établir l'existence de circonstances exceptionnelles justifiant l'introduction de sa demande d'autorisation de séjour sur le territoire belge et non depuis son pays d'origine ou de résidence à l'étranger.

En l'espèce, le second acte attaqué, délivré sur la base de l'article 7 de la loi précitée du 15 décembre 1980, est une mesure de police par laquelle l'autorité administrative ne fait que constater une situation visée par cette disposition pour en tirer les conséquences de droit. Il s'agit, en d'autres termes, d'un acte déclaratif d'une situation de séjour illégale ou irrégulière, avec pour conséquence que le constat d'une des situations visées par l'article 7 précité suffit à lui seul à le motiver valablement en fait et en droit, sans que l'autorité administrative ne soit tenue de fournir d'autres motifs tenant à des circonstances extérieures à ce constat.

Aussi, dès lors qu'il n'a pas été fait droit à l'argumentation développée par la requérante à l'égard du premier acte attaqué et que, d'autre part, la motivation du second acte querellé n'est pas contestée en tant que telle, le Conseil n'aperçoit aucun motif susceptible de justifier qu'il puisse procéder à l'annulation de cet acte.

3.4.1. En ce qui concerne le second moyen portant sur la violation de l'article 8 de la Convention européenne précitée, cette disposition stipule que : « 1. *Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.*

2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui ».

Lorsqu'un risque de violation du droit au respect de la vie privée et/ou familiale est invoqué, le Conseil examine d'abord s'il existe une vie privée et/ou familiale au sens de la CEDH, avant d'examiner s'il y est porté atteinte par l'acte attaqué. Quant à l'appréciation de l'existence ou non d'une vie privée et/ou familiale, le Conseil doit se placer au moment où l'acte attaqué a été pris (cf. Cour EDH 13 février 2001, Ezzoudhi/France, § 25 ; Cour EDH 31 octobre 2002, Yildiz/Autriche, § 34 ; Cour EDH 15 juillet 2003, Mokrani/France, § 21).

L'article 8 de la CEDH ne définit pas la notion de 'vie familiale' ni la notion de 'vie privée'. Les deux notions sont des notions autonomes, qui doivent être interprétées indépendamment du droit national.

En ce qui concerne l'existence d'une vie familiale, il convient tout d'abord de vérifier s'il est question d'une famille. Ensuite, il doit apparaître, dans les faits, que le lien personnel entre les membres de cette famille est suffisamment étroit (cf. Cour EDH 12 juillet 2001, K. et T./Finlande, § 150).

La notion de 'vie privée' n'est pas non plus définie par l'article 8 de la CEDH. La Cour EDH souligne que la notion de 'vie privée' est un terme large et qu'il n'est pas possible ni nécessaire d'en donner une définition exhaustive (Cour EDH 16 décembre 1992, Niemietz/Allemagne, § 29).

L'existence d'une vie familiale ou d'une vie privée, ou des deux, s'apprécie en fait.

Ensuite, le Conseil doit examiner s'il y a ingérence dans la vie familiale et/ou privée. A cet égard, il convient de vérifier si l'étranger a demandé l'admission pour la première fois ou s'il s'agit d'une décision mettant fin à un séjour acquis.

S'il s'agit d'une première admission, la Cour EDH considère qu'il n'y a pas d'ingérence et il n'est pas procédé à un examen sur la base du deuxième paragraphe de l'article 8 de la CEDH. Dans ce cas, la Cour EDH considère néanmoins qu'il convient d'examiner si l'Etat est tenu à une obligation positive pour permettre de maintenir et de développer la vie privée et/ou familiale (Cour EDH 28 novembre 1996, Ahmut/Pays-Bas, § 63; Cour EDH 31 janvier 2006, Rodrigues Da Silva et Hoogkamer/Pays-Bas, § 38). Cela s'effectue par une mise en balance des intérêts en présence. S'il ressort de cette mise en balance des intérêts que l'Etat est tenu par une telle obligation positive, il y a violation de l'article 8 de la CEDH (cf. Cour EDH 17 octobre 1986, Rees/Royaume-Uni, § 37).

S'il s'agit d'une décision mettant fin à un séjour acquis, la Cour EDH admet qu'il y a ingérence et il convient de prendre en considération le deuxième paragraphe de l'article 8 de la CEDH. Le droit au respect de la vie privée et familiale garanti par l'article 8 de la CEDH n'est pas absolu. Il peut en effet être circonscrit par les Etats dans les limites énoncées au paragraphe précité. Ainsi, l'ingérence de

l'autorité publique est admise pour autant qu'elle soit prévue par la loi, qu'elle soit inspirée par un ou plusieurs des buts légitimes énoncés au deuxième paragraphe de l'article 8 de la CEDH et qu'elle soit nécessaire dans une société démocratique pour les atteindre. Dans cette dernière perspective, il incombe à l'autorité de montrer qu'elle a eu le souci de ménager un juste équilibre entre le but visé et la gravité de l'atteinte.

En matière d'immigration, la Cour EDH a, dans les deux hypothèses susmentionnées, rappelé, à diverses occasions, que la CEDH ne garantissait, comme tel, aucun droit pour un étranger d'entrer ou de résider sur le territoire d'un Etat dont il n'est pas ressortissant (Cour EDH 15 juillet 2003, Mokrani/France, § 23 ; Cour EDH 26 mars 1992, Beldjoudi/France, § 74 ; Cour EDH 18 février 1991, Moustaquim/Belgique, § 43). L'article 8 de la CEDH ne peut davantage s'interpréter comme comportant, pour un Etat, l'obligation générale de respecter le choix, par des étrangers, de leur pays de résidence commune et de permettre le regroupement familial sur le territoire de ce pays (Cour EDH 31 janvier 2006, Rodrigues Da Silva et Hoogkamer/Pays-Bas, § 39). En vertu d'un principe de droit international bien établi, il incombe en effet à l'Etat d'assurer l'ordre public, en particulier dans l'exercice de son droit de contrôler l'entrée et le séjour des non nationaux (Cour EDH 12 octobre 2006, Mubilanzila Mayeka et Kaniki Mitunga/Belgique, § 81 ; Cour EDH 18 février 1991, Moustaquim/Belgique, § 43 ; Cour EDH 28 mai 1985, Abdulaziz, Cabales et Balkandali/Royaume-Uni, § 67). L'Etat est dès lors habilité à fixer des conditions à cet effet.

Compte tenu du fait que les exigences de l'article 8 de la CEDH, tout comme celles des autres dispositions de la Convention, sont de l'ordre de la garantie et non du simple bon vouloir ou de l'arrangement pratique (Cour EDH 5 février 2002, Conka / Belgique, § 83), d'une part, et du fait que cet article prévaut sur les dispositions de la loi du 15 décembre 1980 (C.E. 22 décembre 2010, n° 210.029), d'autre part, il revient à l'autorité administrative de se livrer, avant de prendre sa décision, à un examen aussi rigoureux que possible de la cause, en fonction des circonstances dont elle a ou devrait avoir connaissance.

Lorsque le requérant allègue une violation de l'article 8 de la CEDH, il lui appartient en premier lieu d'établir, de manière suffisamment précise compte tenu des circonstances de la cause, l'existence de la vie privée et familiale qu'elle invoque, ainsi que la manière dont la décision attaquée y a porté atteinte.

3.4.2. En l'espèce, le lien entre la requérante et les membres de sa famille n'est pas formellement contesté par la partie défenderesse. L'existence d'une vie familiale dans le chef de la requérante peut donc être présumée.

Cependant, dans la mesure où il s'agit d'une première admission au séjour, il ne peut être considéré que l'acte attaqué pris à l'égard de la requérante constitue une ingérence dans sa vie familiale. Dans ce cas, il convient d'examiner si l'Etat belge a une obligation positive d'assurer le droit à la vie familiale.

Afin de déterminer l'étendue des obligations qui découlent, pour la partie défenderesse, de l'article 8, § 1^{er}, de la Convention européenne précitée, il convient de vérifier tout d'abord si des obstacles au développement ou à la poursuite d'une vie familiale normale et effective ailleurs que sur le territoire belge sont invoqués par le requérant. Si de tels obstacles à mener une vie familiale ailleurs ne peuvent être constatés, il n'y aura pas défaut de respect de la vie familiale au sens de l'article 8 de la CEDH.

En l'occurrence, aucun obstacle de ce genre n'est invoqué par la requérante, cette dernière se contentant de faire valoir sa vie de famille et le fait qu'ils vivent ensemble, ce qui ne saurait suffire à cet égard en telle sorte que l'acte attaqué ne peut être considéré comme violant l'article 8 de la Convention européenne précitée.

De plus, le droit au respect de la vie privée et familiale consacré par l'article 8, alinéa 1^{er}, de la Convention européenne précitée, peut être expressément circonscrit par les Etats contractants dans les limites fixées par l'alinéa 2 du même article. D'autre part, la loi précitée du 15 décembre 1980 est une loi de police qui correspond aux prévisions de cet alinéa, en manière telle que l'application des dispositions de cette loi n'emporte pas en soi une violation des droits consacrés par cet article 8 (voir notamment les arrêts Abdulaziz, Cabales et Balkandali du 28 mai 1985, et Cruz Varas et autres du 20 mars 1991 : C.E., arrêt n° 86.204 du 24 mars 2000) et constate que la requérante reste en défaut de démontrer que la partie défenderesse aurait manqué à son obligation d'analyser la proportionnalité de l'acte attaqué au regard de l'atteinte que cette dernière pourrait porter aux droits fondamentaux de la requérante.

En tout état de cause, la Cour EDH a, en matière d'immigration, rappelé, à diverses occasions, que la CEDH ne garantissait, comme tel, aucun droit pour un étranger d'entrer ou de résider sur le territoire d'un Etat dont il n'est pas ressortissant (Cour EDH 15 juillet 2003, Mokrani/France, § 23 ; Cour EDH 26 mars 1992, Beldjoudi/France, § 74 ; Cour EDH 16 février 1991, Moustaquim/Belgique, § 43). L'article 8 de la CEDH ne peut davantage s'interpréter comme comportant, pour un Etat, l'obligation générale de respecter le choix, par des étrangers, de leur pays de résidence commune et de permettre le regroupement familial sur le territoire de ce pays (Cour EDH 31 janvier 2006, Rodrigues Da Silva et Hoogkamer/Pays-Bas, § 39). En vertu d'un principe de droit international bien établi, il incombe en effet à l'Etat d'assurer l'ordre public, en particulier dans l'exercice de son droit de contrôler l'entrée et le séjour des non nationaux (Cour EDH 12 octobre 2006, Mubilanzila Mayeka et Kaniki Mitunga/Belgique, §81 ; Cour EDH 18 février 1991, Moustaquim/Belgique, §43 ; Cour EDH 28 mai 1985, Abdulaziz, Cabales et Balkandali/Royaume- Uni, §67). L'Etat est dès lors habilité à fixer des conditions à cet effet. Il en résulte que l'ordre de quitter le territoire délivré à la requérante en conséquence du constat que cette dernière n'est pas en possession d'un visa valable ne peut, en tant que tel, être considéré comme violant l'article 8 de la CEDH ou le principe de proportionnalité, tandis qu'au demeurant, il appartiendra à la partie défenderesse d'examiner la situation de la requérante avant de procéder à son éloignement forcé.

Dès lors, l'article 8 de la Convention européenne précitée n'a nullement été méconnu et aucune ingérence disproportionnée dans la vie privée ou familiale de la requérante ne peut être retenue.

4. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

5. Le recours en annulation étant rejeté par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente juin deux mille vingt-et-un par :

M. P. HARMEL,
M. A. IGREK,

président f.f., juge au contentieux des étrangers,
greffier.

Le greffier,

Le président,

A. IGREK.

P. HARMEL.